



Comité Technique d'Établissement du **Cerema**
04 avril 2019

Déclaration Force Ouvrière

intitulée

« Cerem'Avenir, un plan social* qui passe au 49.3** ! »

(*) En effet, plan social ou sa nouvelle appellation glamour « plan de sauvegarde de l'emploi » d'un Cerema à 2 400 agents en fin de période comme vous dites, et la période suivante, on en parle ou on reste discret. **#suppressions-transferts-évolutions de poste**

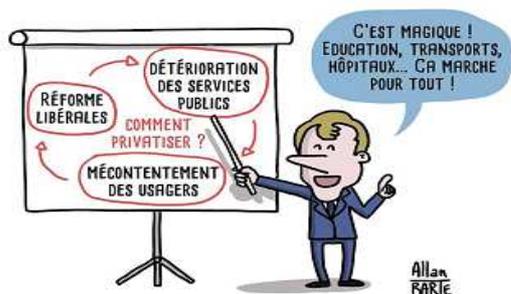
(**) le 49.3 est une procédure qui permet l'adoption rapide du texte sans réel débat ou débat macronien (le Conseil d'Administration étant déjà prévu juste après, soit le 17 avril avec les mêmes documents).

Monsieur le Directeur général,

Un peu de positif (1^{er} niveau), une fois n'est pas coutume :

- ZOOM sur la biennale des territoires des 18, 19 et 20 mars sur la vulnérabilité et la résilience des réseaux de transports.

MASTER CLASS «DÉZINGAGE DU SERVICE PUBLIC»



- FO reconnaît au moins le mérite d'avoir organisé un événement national pour le rayonnement du Cerema avec plus de 550 visiteurs. Vous avez même réussi à avoir plusieurs personnalités d'importance, dont **les Ministres François de Rugy et Elisabeth Borne**. FO tient à souligner l'engagement des agents du Cerema qui ont donné de leur personne pour assurer la logistique et le déroulé de l'événement. Concernant les quelques ratés, les retours ont déjà été faits lors de l'évaluation, pas besoin d'en rajouter.

- FO n'est pas inquiet pour le label Cerema, sa survie semble assurée avec la connexion à venir avec l'ANCT. D'autant plus, que vous semblez être pas mal proactif dans la prise de contact avec l'ensemble des partenaires avec lesquels nous pourrions matcher. A suivre ... Actuellement, le Cerema est le mieux placé pour porter les thématiques d'avenir, celles des défis du changement climatique et de l'aménagement durable et résilient.

- les agents du Cerema vont bientôt profiter de la nouvelle transformation de la fonction publique. Nul doute que nos responsables vont reconnaître enfin l'engagement au quotidien des agents publics et par la même revaloriser leur statut et leur pouvoir d'achat (attention ce paragraphe est écrit sous prise de drogue dure).

- autre point fort : vous avez réussi à entraîner avec vous la majorité de l'encadrement supérieur dans une logique commerciale inédite avec ce changement de paradigme. Maintenant, dans toutes les conversations de bon ton, le mot « tiers » tient la corde !

- frais de déplacement : enfin !!! Une revalorisation partielle des taux a été actée, oui partielle car on est loin du compte. Bien sûr, FO n'a aucun doute sur le fait qu'une enveloppe supplémentaire sera créditée pour assurer cette hausse. FO ose espérer que les frais de remboursement seront en lien avec l'esprit des nouvelles consignes à moins que des personnes zélées en profitent pour trouver des astuces pour pénaliser les agents par rapport aux nouveaux taux, d'autant plus que Cerem'Avenir va mettre du monde sur les routes.

- Bonne nouvelle, rassurez-vous M. le Directeur général, FO ne va pas vous demander d'allonger la concertation/information sur Cerem'Avenir puisque les agents en ont marre d'attendre : faites ce que vous avez à faire. En revanche, autre nouvelle, FO ne lâchera rien sur les conditions de mise en application, notamment concernant l'accompagnement juste et consenti des personnels, ce que vous appelez « accompagnement RH du plan de transformation ».

- L'enquête IFOP, belle petite consultation à l'esprit BFM TV, reflète parfaitement l'évolution des choses. Mais qu'en est-il de la dernière partie avec la libre expression des agents, c'est sans nul doute très positive et optimiste ? Un agent sur deux a quand même répondu. 60 % des agents sont insatisfaits du contenu mais ça veut dire aussi que 40 % sont satisfaits.

Un tiers pense que les conditions de travail et les motivations ne sont ou ne seront pas détériorées, les réponses de votre CODIR peut-être.

3 agents sur 4 sont démotivés ce qui veut aussi dire qu'un agent sur 4 est motivé.

- le Cerema retrouve un peu de cohérence car après un plan d'évolution des CETE qui interdisait en partie de répondre aux Appels d'Offres, maintenant, nous pouvons y retourner à fond !

- on est rassuré, on va enfin savoir ce que font les labos avec l'audit des laboratoires du Cerema avec comme premier et principal objectif d'objectiver la cartographie des laboratoires et de leurs activités : bravo, vous avez réussi à caser le mot « objectiver » dans une phrase. A titre d'info, Sequedin et St Quentin ne sont plus des labos depuis 2010.

- enfin, les organisations syndicales n'ont plus le monopole des mauvaises nouvelles (ouf) puisque des AG sont organisées régulièrement par vos directeurs pour expliquer que ça va mal se passer.

Un peu de négatif aussi (2^e niveau), un peu quand même :

- de votre projet, nous ne partageons rien : pas les conditions de départ, pas l'orientation commerciale, pas la vision désintégréée du service public, pas la façon dont vous faites passer le changement de paradigme au niveau des partenaires historiques, encore moins les différentes notes qui cadrent de plus en plus notre activité (de prog2019 à la note formation) ; note formation et conventions annexes, dont les impacts seront dévastateurs en termes de réseau et de partenariat. Mais c'est veine perdue de tenter de vous expliquer.

- L'Établissement abandonnerait (semble-t-il) la production de matière première des études – à savoir les données, les tests, les sondages – pensant que le Cerema pourra se concentrer sur leur analyse et leur interprétation. Ainsi et par exemple, le Cerema ferait son affaire de l'exploitation des données de sondage, plutôt que de réaliser les sondages eux-mêmes, qui seraient laissés ainsi aux BE privés. Il est grotesque d'imaginer que les bureaux d'études privés se cantonnent au rôle ingrat que leur attribuerait le Cerema. Sans extraction de pétrole, pas de raffinage ! Et toute la théorie du faire/faire par rapport au savoir/faire que l'on entend depuis 30 ans.

- Toujours d'actualité, le concept « Il faut produire toujours plus, avec toujours moins ! » et même « il faut toujours produire plus d'argent tiers ». Des commerciaux en herbe, voilà le programme à venir ! C'est un pari risqué que vous prenez et donc vous semblez être convaincu mais tout ce qui sera détruit le sera définitivement.

Les cibles de production qui apparaissent dans les documents sont sans aucun doute incompatibles avec les baisses de personnel et de moyens. Les tentatives de parvenir à ces objectifs déraisonnables ne manqueront pas de se traduire par une pression insupportable sur les agents et les équipes qui dégraderont leurs conditions de travail dans des proportions inacceptables et leur feront courir des RPS accrus.

- l'arrivée du RIFSEEP avec ses conséquences sur la rémunération des agents et donc de leur motivation à assurer leurs missions mais aussi la transformation voulue par Cerem'Avenir. Ce sera peut-être l'occasion d'en parler lors du dialogue social renforcé.

- concernant l'ambiance du service dont vous êtes le garant même si les missions de président du CHSCT-E vous interpellent, y-a-t'il un endroit au Cerema où ça va bien ? Pire, vous évoquez le « Renforcement des démarches en faveur de la qualité de vie au travail » et la « prévention RPS » dans le même paragraphe. Vous expliquez sans ménagement que cette soit-disante qualité au travail passe par des actions de communication et un numéro de téléphone ?! Ne tardez pas trop car vos services RH, qui sont censés soutenir cette démarche, sont eux-mêmes déjà dans le rouge à plusieurs endroits. Ce n'est pas si simple que ça en fait.

- vous évoquez que le Cerema doit être le plus efficient possible vis-à-vis des exigences de la part des citoyens de notre pays. Nous ne devons pas côtoyer les mêmes citoyens qui, chaque jour, voit disparaître un bureau de poste, une antenne des impôts (ou agence) ou encore un service public gratuit devenu payant. La vision des aspirations du citoyen dépend du monde que l'on côtoie M. le Directeur général.

- ce que vous appelez « Lignes de forces de la stratégie » explique tranquillement la suppression de 300 postes, notamment chez les supports et les infras.

Il n'est pas rare d'entendre des agents affirmés qu'ils ont été avertis qu'ils n'avaient plus de poste en 2020, et donc, en terme de redéploiement/repositionnement, il faudra nous expliquer comment ça va être possible ?????

- notre force est la présence territoriale et la pluridisciplinarité, alors quelle est la stratégie de réduction/disparition/dilution des missions dans les domaines de l'habitat, géotechnique, CRC, risques technologiques, etc. Pour le segment 11, « risques naturels » aurait très bien pu laisser sa place à « risques majeurs » car la prise en compte des risques dans un aménagement intelligent n'est pas réduite aux Risques naturels. Sans parler du segment formation en fond de tiroir parce qu'il fallait bien le mettre et sans aucun détail du type de formation.

- vous évoquez un Plan de développement des compétences qui nécessitera des budgets conséquents. Ça ne va pas bien se passer car vos services, dès ce début d'année, mettaient déjà des garde-fous sur les budgets de déplacement et de formation, limités au strict nécessaire.

- enfin, en terme de calendrier, les élections municipales en 2020 et celles territoriales en 2021 vont sûrement perturber votre ambition d'activités tiers.

**Pour mémoire, FO refuse toute velléité
de fermer des sites garant de notre ancrage territorial.**

**Merci d'avance, FO a volontairement raccourci sa déclaration
pour vous permettre de répondre à ces différents constats.**

JE-NOUS-TOUS FO!